

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 126 (1981)
Heft: 11

Artikel: Menace-t-on la paix en voulant rétablir l'équilibre militaire? : au sujet de la polémique dirigée contre les plans d'armement nucléaire de l'OTAN
Autor: Brunner, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344417>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Menace-t-on la paix en voulant rétablir l'équilibre militaire?

Au sujet de la polémique dirigée contre les plans d'armement nucléaire de l'OTAN

En exclusivité par le major EMG Dominique Brunner

Depuis la fin des années 50, une masse d'armes nucléaires est disponible en Europe. Le respect de la vérité historique force à admettre que c'est l'OTAN qui a d'abord déployé des armes nucléaires tactiques. Cette mesure répondait à un double souci: celui d'exercer un effet dissuasif sur l'Union soviétique dont les forces classiques étaient numériquement nettement supérieures à celles des Occidentaux en Europe; mais aussi, le souci de pouvoir corriger cette infériorité, au niveau conventionnel en cas de guerre, par un moyen puissant, rapidement disponible et moins onéreux que la mise sur pied, l'équipement et l'entretien de grandes unités classiques.

Ce n'est que peu à peu que les Soviétiques s'engagèrent à leur tour sur cette voie. Mais ils dotèrent, eux aussi, leurs forces aériennes et terrestres d'armes nucléaires. Dès le début des années 60, les divisions soviétiques furent organisées, articulées et entraînées en vue d'une guerre nucléaire. On a même pu dire, par la suite, qu'elles étaient avant tout conçues pour une bataille nucléaire et qu'elles n'eussent pas été, à l'époque, suffisamment étoffées pour de vastes opérations classiques. Néanmoins, le potentiel nucléaire tactique des Soviétiques en Europe, c'est-à-dire les armes nucléaires destinées à être utilisées dans le cadre d'opérations militaires visant à conquérir des territoires contrôlés par l'adversaire, demeura longtemps inférieur tant au point de vue quantitatif que qualitatif. Ce n'est que dans un passé récent que le rapport des forces dans ce domaine s'est équilibré.

Traditionnelle supériorité soviétique en matière d'armes nucléaires à portée moyenne

Dans le domaine des armes nucléaires à grand rayon d'action, prévues pour l'engagement en Europe, armes d'ailleurs proprement stratégiques dans le contexte européen, les Soviétiques ont, en revanche, presque toujours eu des avantages considérables. Contrairement à ce que l'on avait craint en Occident, le lancement des satellites «Spoutnik», dès octobre 1957, ne marqua pas le début d'une période de supériorité soviétique quant aux fusées nucléaires à portée intercontinentale. La supériorité américaine

reposant sur l'aviation stratégique — les B-47 et dès 1956 les B-52 — subsista après l'avènement de l'ère des fusées ou, plus exactement, s'accrut avec la mise en place de sous-marins porte-engins Polaris, et des fusées intercontinentales Minuteman. En 1965, les Américains pouvaient tirer contre le territoire soviétique 1398 engins dotés d'ogives nucléaires, tandis que l'URSS détenait tout juste 330 engins capables d'atteindre les États-Unis. Et les armes américaines étaient supérieures à celles des Soviétiques au point de vue efficacité, précision et invulnérabilité avant engagement.

Mais les Soviétiques disposaient d'une supériorité écrasante quant aux fusées à portée moyenne braquées sur l'Europe: en 1964, les Russes avaient 733 engins SS-4 et SS-5 — 598 sur des rampes de lancement non protégées, 135 enfouies —, toutes ces fusées étant équipées de grosses charges nucléaires. Or, à l'époque, les États-Unis — qui, devant les succès spatiaux des Soviétiques de la fin des années 50, avaient décidé de stationner en Angleterre, en Italie et en Turquie des engins à portée moyenne Thor et Jupiter — étaient en train de retirer ces armes — ou ne les avaient jamais installées. Un peu plus d'une centaine de rampes de lancement pour les Thor et Jupiter avaient été prévues.

Attitude différente des deux Grands

La décision américaine de renoncer à des engins nucléaires à portée moyenne sur sol européen s'expliquait par leur supériorité au niveau intercontinental: ils n'en avaient pas besoin, alors que les Soviétiques cherchaient, par leur supériorité à ce niveau, à neutraliser la supériorité américaine au niveau suprême, leurs armes à portée moyenne prenant pour otages les villes des alliés européens des États-Unis.

Si les dirigeants soviétiques avaient adopté le concept américain du «contrôle des armements» (arms control), lequel vise à la stabilité nucléaire avant tout, sur la base d'une capacité de riposte assurée, mais sans que l'on atteigne à une capacité de victoire nucléaire, ils auraient pu procéder au démantèlement d'une grande partie, au moins, de leur panoplie d'engins à portée moyenne en Europe. Car l'URSS, à son tour, n'en a plus besoin si elle n'aspire qu'à une dissuasion défensive.

Une équivalence essentielle quant aux moyens nucléaires à grande portée, capables de frapper le territoire de l'un et de l'autre, caractérise, en effet, le rapport des forces entre les deux Grands dès les années 70. L'accord SALT du 26 mai 1972 portant sur les engins offensifs a concédé aux États-Unis 1710 installations de lancement pour engins balistiques, à terre et sur sous-marins, et 2358 à l'Union soviétique. Les avantages des Américains quant aux bombardiers gros-porteurs et leur avance dans le domaine des

charges multiples (MIRV, une fusée est équipée de plusieurs charges nucléaires qui peuvent frapper différents objectifs) compensaient leur infériorité numérique en ce qui concerne les fusées intercontinentales que les effectifs précités font apparaître. Mais depuis, les Soviétiques ont introduit eux aussi des charges multiples, notamment dans leurs fusées les plus modernes stationnées à terre, les SS-17, SS-18 et SS-19. Les SS-18, dont 300 sont disponibles, peuvent engager huit charges indépendantes de l'ordre de 2000 kilotonnes (Hiroshima correspondait à 20 kilotonnes!). C'est grâce à ces nouveaux modèles d'engins intercontinentaux que l'URSS détient, désormais, une supériorité partielle au niveau stratégique: les Soviétiques peuvent, avec une fraction de leurs engins, détruire les deux tiers des engins américains avant leur engagement, plus précisément l'essentiel de la portion de ces engins stationnée à terre (à la limite, ne resteraient que les engins sur sous-marins en plongée, plus de la moitié de 544 engins, et les bombardiers alertés, quelque 20 à 30% de 347 appareils). Or, et voilà la clef du problème stratégique le plus grave du début de notre décennie, les Etats-Unis n'ont pas de capacité contre-forces comparable.

Mais les dirigeants soviétiques n'ont jusqu'ici pas songé à réduire leur potentiel nucléaire destiné à l'Europe. Au contraire, dès 1977, ils ont mis en route un programme de modernisation des engins à portée moyenne ou intermédiaire par l'introduction des fusées mobiles SS-20, d'une portée de 4000 km, à trois ogives indépendantes de 150 kilotonnes. Et, à la surprise de l'OTAN, ils n'ont en fait pas touché aux anciens engins SS-4 et SS-5 dont 440 restaient opérationnels — braqués sur l'Europe — l'année dernière. En Europe, le Kremlin peut engager quelque 400 ou 500 engins à grande portée, ainsi que plusieurs centaines de bombardiers moyens, tandis que les Américains et leurs alliés ne disposent que de quelque 220 bombardiers et des 18 engins français du plateau d'Albion (nous faisons abstraction ici tant des fusées tirées à partir de sous-marins que l'OTAN pourrait engager, parce qu'il faudrait alors également tenir compte de l'impressionnante flotte de sous-marins porte-engins des Soviétiques, que des nombreux appareils tactiques des Occidentaux, qui ont une capacité de pénétration limitée en vue d'actions contre le territoire soviétique, parce que les forces aériennes soviétiques peuvent en faire autant en Europe).

La discussion en Allemagne prend une tournure inquiétante

Il faut avoir présents à l'esprit les faits relatés ci-dessus, pour saisir l'irrationalité du débat qui s'est développé, plus particulièrement en 1981 en Allemagne, au sujet de la décision arrêtée en décembre 1979 par l'OTAN. L'OTAN prévoit, comme on le sait, la mise en place en Europe, entre 1983

et 1989, de 108 engins Pershing II, d'une portée de plus de 1000 km, à charge nucléaire, et de 464 Ground Launched Cruise Missiles Tomahawk, engins volant à basse altitude, à vitesse subsonique, de très haute précision, à charge nucléaire et d'une portée de plus de 2000 km. On ne voit pas en quoi ce déploiement pourrait inspirer aux Soviétiques des craintes sérieuses, vu le rapport des forces au niveau intercontinental et la supériorité soviétique quantitative en matière d'engins en Europe, sans parler des avantages que leur confère l'engin SS-20, dont plus de 160 sont opérationnels, engin dont la portée de 4400 km permet de l'engager de l'intérieur de l'URSS. Comment expliquer alors que M. Brejnev «tremble pour la paix», comme nous le conte fidèlement M. Willy Brandt à son retour de Moscou. Si c'était vrai, cela serait beaucoup plus grave que ne l'imaginent les neutralistes allemands. En effet, si le chef d'une puissance qui dispose de moyens militaires aussi énormes que ceux de l'Union soviétique — en matière d'armement classique, en Europe, cette supériorité est, à tous points de vue, de l'ordre de deux à trois contre un — a peur de voir l'autre camp rétablir quelque peu la situation à un niveau qui n'est même pas décisif pour la sécurité de l'URSS, ce sentiment témoigne soit d'un état mental inquiétant, soit d'une volonté de puissance qui ne peut qu'alarmer au plus haut point les Européens.

Or, des magazines allemands comme *Spiegel* et *Stern*, le premier programme de télévision ARD, des représentants des Eglises, et d'autres brandissent le spectre de la guerre nucléaire ravageant l'Europe, rendent l'administration américaine responsable de tous ces maux et accablent de reproches le chancelier Schmidt et son équipe. On passe sous silence les faits ou on les déforme. Face à cette opposition, MM. Schmidt et Genscher, et ceux qui courent à leur secours, mettent de plus en plus l'accent sur la nécessité d'entrer en négociation avec les Soviétiques pour éviter de devoir mettre à exécution le plan de réarmement nucléaire. Mais à quoi peuvent aboutir des négociations amorcées par l'Occident dans une situation d'infériorité? A rien de satisfaisant, c'est évident, et les pourparlers sur les armements nucléaires intercontinentaux, les SALT, sont là pour le prouver puisqu'ils n'ont toujours fait que confirmer les progrès accomplis par l'Union soviétique. En liant leur décision de rétablir l'équilibre au niveau continental à une offre de négociation, les gouvernements de l'OTAN ont largement contribué à déclencher la vague de pacifisme qui déferle sur l'Allemagne de l'Ouest. C'était prévisible dès 1980, et nous l'avons écrit à l'époque (*Neue Zürcher Zeitung* du 19/20 juillet 1980).

D. B.